

*Le budget—M. Riis*

Il faut que je dise un mot de mes amis du parti conservateur. Ils ont assez parlé du déficit. Ils se demandent s'il faut plafonner le déficit à 27 milliards, à 29 milliards, à 31.5 milliards, et ainsi de suite. Voilà ce qui les préoccupe. Ils disent que cela les inquiète beaucoup. Mais le chef de l'opposition officielle (M. Mulroney) a pris la parole l'autre jour pour dire qu'il fallait augmenter de 300 millions les dépenses militaires. Et ensuite le critique pour les questions de pêche a dit à Vancouver qu'il fallait aider le secteur de la pêche, dépenser encore 300 millions. Les conservateurs disent la même chose à propos de l'agriculture. Le critique de l'emploi dit qu'il faudrait consacrer davantage d'argent à la création d'emplois. Le critique de la petite entreprise dit qu'il faudrait accorder davantage de concessions fiscales aux petites entreprises. Le critique de l'industrie répète jour après jour qu'il faut octroyer plus d'avantages fiscaux aux sociétés pour les inciter à investir.

Vous ne pouvez pas jouer sur les deux tableaux, monsieur le Président. Les députés ne peuvent pas nous demander jour après jour de dépenser des centaines de millions de dollars de plus ici et là et d'accorder pour des milliards de dollars d'avantages fiscaux en nous demandant en même temps de réduire le déficit. S'ils étaient honnêtes et sincères, s'ils voulaient vraiment aider les secteurs comme ils le prétendent et s'ils voulaient vraiment réduire le déficit, ils ne diraient pas cela. Savez-vous qui en souffrira? Savez-vous qui réduira les prestations d'assurance-chômage et l'aide aux familles monoparentales? Les progressistes conservateurs.

**M. Taylor:** Sottises!

**M. Riis:** Vous ne pouvez pas jouer sur les deux tableaux. Vous ne pouvez pas réduire le déficit et augmenter en même temps les dépenses dans pratiquement tous les secteurs. Les conservateurs devraient être plus honnêtes. Voilà pourquoi ils refusent de dire au gouvernement ce qu'ils feraient à sa place.

Je dois reconnaître que l'ancien ministre des Finances du gouvernement conservateur, le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) est honnête avec les citoyens. Il leur a déclaré «Nous ne pouvons pas vous dire ce que nous allons faire. Nous ne pouvons pas vous dire quelles sont nos politiques, car si nous le faisons, les Canadiens ne voteraient jamais pour nous.» C'est un homme honnête.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Riis:** Je suis heureux de siéger du même côté qu'un conservateur aussi franc et honnête.

**M. Crosbie:** Vous étiez là en 1979. Pourquoi avez-vous voté contre nous?

**M. Riis:** Je voudrais faire une petite pause pour proposer un sous-amendement à l'amendement du député de Saint-Jean-Ouest. Je propose, appuyé par le député de Hamilton Moun-tain (M. Deans):

Qu'on modifie l'amendement en remplaçant le point final par une virgule et en y ajoutant ce qui suit:

«et que la Chambre blâme le gouvernement d'avoir maintenu les politiques libérales et conservatrices qui sont à l'origine d'un chômage sans précédent, de la pauvreté généralisée chez les personnes âgées et d'une fiscalité écrasante pour les Canadiens à revenus moyens et faibles; et que la Chambre blâme en outre le gouvernement d'avoir omis de présenter dans cet exposé budgétaire un programme de relance équitable qui mettrait fin aux concessions fiscales non productives accordées aux sociétés, supprimerait l'augmentation de \$1.4 milliard de la taxe à la consommation annoncée dans le dernier budget, prévoirait des mécanismes qui permettraient de traiter équitablement les travailleurs déplacés par le progrès technologique et augmenterait les investissements productifs dans les secteurs de l'économie qui constitueront le pivot de toute prospérité économique future.»

Comme j'ai dit, à propos de mes collègues du parti conservateur, qu'ils n'étaient pas prêts à se montrer honnêtes envers les Canadiens à l'égard de leurs politiques et comme le Nouveau parti démocratique a reproché au gouvernement et au ministre des Finances de ne pas prendre les mesures que nous jugeons nécessaires pour assurer la reprise économique et que nous avons également reproché aux conservateurs de rester trop vagues, je me sens obligé de mentionner ici certaines des mesures que nous aurions prises dans le cadre de ce budget. Nous espérons que le gouvernement en tiendra compte dans le nouveau budget qu'il présentera avant les élections.

• (1220)

Nous commencerions par annuler les hausses d'impôt imposées aux consommateurs. Nous avons souvent entendu dire qu'il fallait que des consommateurs favorisent la reprise; il faut que les Canadiens puissent acheter les maisons, les appareils ménagers et les véhicules dont ils ont besoin afin de stimuler le secteur manufacturier et de permettre aux usines de fonctionner à plus de 60 ou 70 p. 100 de leur capacité. Il faut pour cela que les citoyens disposent d'un revenu suffisant.

Il ne faut donc surtout pas augmenter les impôts comme le gouvernement conservateur l'a fait pendant la crise. Pourtant, le ministre des Finances n'hésite pas à dire que tous les ménages canadiens devront payer entre \$200 et \$300 d'impôts supplémentaires cette année comme si cela devait favoriser la reprise économique. Notre parti commencerait donc par annuler cette hausse d'impôt.

Ensuite, dans le but de réduire le déficit, nous changerions complètement le régime d'imposition des particuliers afin que chacun paie sa juste part. Nous avons souvent signalé que des milliers et des milliers de Canadiens ayant un revenu supérieur à \$50,000, \$100,000 ou \$500,000 par an ne payaient pas un sous d'impôt sur le revenu. Alors qui paye? Les 16 millions de Canadiens moyens qui remplissent chaque année leur déclaration et dont l'impôt est déduit à la source. Ils comblent la différence et payent plus que leur juste part. Il faut donc modifier le régime d'imposition des particuliers afin que chacun assume sa juste part du fardeau fiscal.